ONZIEME ANNÉE. — N° 3688

6 Pages — 5c

FILS SPÉCIAUX { BERLIN / LONDRES
ADRESSE PARIS (2e) : 142, Rue Montmartre
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : HUMANITÉ-PARIS
TÉLÉPHONE : GUTENBERG { 02-57 / 02-69
PUBLICITÉ ANNONCES 142, Rue Montmartre, 142

l'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

SAMEDI 23 MAI 1914

6 Pages — 5c

Le journal l'HUMANITÉ est vendu en Belgique 0f.10

ABONNEMENTS
Sans frais dans tous les Bureaux de Poste

	1 AN	6 MOIS	3 MOIS	1 MOIS
Seine et Seine-et-Oise	18 fr.	9 fr.	4 50	1 50
Départements et Colonies	21 »	10 50	5 25	1 75
Étranger Union postale	31 »	16 50	9 »	3 »

Directeur Politique : JEAN JAURÈS

"VIVE LA FRANCE !"

HERMANN WENDEL

[*On se rappelle que, dans une récente séance du Reichstag, le citoyen Wendel, parlant au nom du groupe socialiste, a terminé son magnifique discours sur les relations franco-allemandes par le cri : « Vive la France ! » Dans l'article qui suit, notre camarade a bien voulu préciser pour nos lecteurs le sens et la portée de sa manifestation qui a offusqué si fort les chauvins des deux côtés des Vosges.*]

Le cri : « *Vive la France !* » poussé du haut de la tribune du Reichstag allemand devait naturellement trouver un écho retentissant des deux côtés des Vosges. Et, par une coïncidence singulière — ou plutôt pas singulière du tout — cet écho rend à peu près le même son dans certains milieux d'Allemagne et de France.

De ce côté du Rhin, les chauvins et les va-t-en guerre professionnels, leur première stupéfaction passée, firent entendre leurs criailleries habituelles contre la « mentalité de trahison » de la social-democratie. Pour cela, il leur fallait, il est vrai, donner au cri : « *Vive la France !* » une signification à peu près complètement opposée à son sens véritable.

Ce cri, en effet, ne visait pas la France dont le député clérical, M. Spahn, a dit qu'elle aiguisait avec son argent le glaive russe, ni la France de M. Barthou, dont a parlé le député national-libéral, le prince Schoenaich-Carolath. C'était un salut d'allégresse envoyé par l'Allemagne des masses laborieuses à la France des masses laborieuses, par l'Allemagne animée d'une volonté indéfectible de paix à la France où les élections législatives venaient de creuser la tombe de l'idée de la revanche. C'était le salut de l'Allemagne socialiste à la France socialiste.

Il est venu gravement déranger les calculs des va-t-en guerre noirs-blancs-rouges, qui, jour et nuit, rêvent d'une guerre d'extermination contre « l'ennemi héréditaire » français. Il l'a fait, parce qu'il réduit à néant leurs éternelles prétentions d'avoir derrière eux le peuple allemand tout entier. C'est le plus fort parti de l'Allemagne et du Reichstag, le parti de quatre millions d'électeurs, c'est-à-dire, la *majorité du peuple allemand*, qui par le cri : « *Vive la France !* » a exprimé sous la forme la plus tranchante et la plus concise possible l'attitude qu'elle entend garder envers la France.

D'autre part, le cri : « *Vive la France !* » retentissant à la tribune du Reichstag allemand fait le même effet pénible sur les nerfs facilement irritables des chauvins et des va-t-en guerre français. Car ces derniers ont toujours cherché, dans la presse nationaliste, à faire croire à leurs lecteurs confiants que les socialistes allemands étaient, à l'encontre du Parti de Jaurès, des nationalistes du meilleur teint, voire de forcenés patriotes noirs-blancs-rouges, et même plus que ça, des partisans de l'impérialisme de conquête dévoués, âme et corps, à la politique d'aventure des classes dominantes.

Ces excitateurs chauvins de France ont servi à leurs lecteurs tant et tant de contes sur le dévouement militariste de la social-democratie allemande, sur sa « mentalité patriotique » dans le mauvais sens du mot, sur ses dispositions belliqueuses. Et voici qu'ils reçoivent un éclatant démenti du haut de la tribune du Reichstag : on conçoit qu'ils s'en sentent confondus, humiliés.

C'est pourquoi ils essaient de se tirer du mauvais pas au moyen de phrases embarrassées. Une hirondelle, disent-ils, ne fait pas le printemps. Mais voyons ! Ici, il s'agit non pas d'une seule hirondelle, mais de 4 millions 1/4 d'hirondelles. Un nombre assez respectable pour que même les pessimistes y voient l'annonce d'un bien joli printemps ou, du moins, de son début.

En fait, ce cri réveille un écho sympathique dans les masses les plus larges du peuple allemand et aussi, comme le prouvent de nombreuses lettres qui me parviennent de France, du peuple français. Et, tout pénétré du modeste sentiment de n'avoir fait que prêter ma voix aux aspirations des millions d'hommes entre les Pyrénées et les Vosges et des millions d'hommes entre le Rhin et le Memel, je sais que ce cri continuera à retentir, de plus en plus puissant, jusqu'à se faire entendre des oreilles les plus sourdes et des cœurs les plus endurcis.

« *Vive la France !* » C'est, au fond, la même chose que dans la bouche de nos camarades français le cri : « *Vive l'Allemagne !* » C'est-à-dire : Vive le rapprochement franco-allemand ! Vive l'Internationale socialiste ! Vive la paix universelle !

Hermann WENDEL,
Député au Reichstag allemand.

Tous demain AU *Père-Lachaise*

Le prolétariat parisien sera demain, comme il l'est tous les ans, devant le Mur des Fédérés, au Père-Lachaise, pour apporter à nos amis, morts dans la lutte pour la réalisation de notre idéal, l'hommage des jeunes à ceux qui leur ont tracé la route.

La Fédération est certaine de pouvoir compter, en cette circonstance, non seulement sur ses membres, mais aussi sur ceux qui, il y a quelques jours, affirmaient en si grand nombre, sur le programme du Parti socialiste, leur ferme volonté d'affranchissement politique et économique.

Il faut que la manifestation de cette année revête, par le nombre de ceux qui y participeront, un caractère de grandeur imposante qui frappe nos adversaires les plus déterminés, après la victoire politique remportée aux élections ; ce sera la victoire morale gagnée par l'effort d'organisation.

Ouvriers, employés, tous les travailleurs de Paris et de sa banlieue, tous les hommes épris de l'idéal de solidarité et de justice sociale seront à nos côtés pour saluer la mémoire des vaincus de mai 1871 et clamer avec nous :

« Vive la Commune ! »

LA FÉDÉRATION DE LA SEINE.

PROCHAINEMENT
nous commencerons la publication
DE
LA DÉBACLE
par
ÉMILE ZOLA

MORTEL ACCIDENT D'AUTO

Le citoyen Bras est blessé

Mâcon, 22 mai. — Hier soir, vers sept heures, une automobile, dans laquelle se trouvaient huit personnes, parmi lesquelles le citoyen Bras, le nouveau député socialiste de Saône-et-Loire, a fait panache sur la route de Saint-Emiland, près d'Autun.

M. Bourillot, propriétaire de la voiture, est mort aujourd'hui des suites de ses blessures.

Le citoyen Bras, qui porte des contusions peu graves, a été transporté à son domicile.

Les autres voyageurs sont tous plus ou moins grièvement blessés.

Nombre de nos abonnés à ce jour :

13.108

INSTITUTEUR ET DÉPUTE

Alexandre Blanc hier a repris sa classe

L'ECOLE DE LA RUE VICTOR-HUGO, A ALFORTVILLE
Dans le médaillon, le citoyen Alexandre Blanc, député d'Orange, en Vaucluse.

Tous nos lecteurs s'en souviennent : Alexandre Blanc, instituteur en Vaucluse, fut élu député socialiste de ce département en 1906.

En 1910, il fut battu. Et, loin d'imiter ces ex-députés bourgeois qui demandent et obtiennent ce que l'on appelle assez indécemment une *compensation*, l'ex-député socialiste de Vaucluse demanda tout simplement à reprendre sa place dans le corps enseignant primaire.

M. Briand était alors au pouvoir. Le Jaune affectait de laisser sans réponse la demande de notre camarade, mais il céda quand Alexandre Blanc lui eut adressé une lettre « bien tapée » que, d'ailleurs, publia l'*Humanité*.

Notre camarade fut nommé à Alfortville, à l'école de la rue Victor-Hugo. Ce lui fut une vraie joie que d'avoir à enseigner les enfants du peuple dans cette cité socialiste. Ce fut également une joie pour nos amis d'Alfortville que d'avoir dans une de leurs écoles un instituteur de la valeur d'Alexandre Blanc et parmi eux un militant aussi actif et aussi dévoué.

Quatre années passent... Les socialistes de Vaucluse rappellent Alexandre Blanc. La bataille fut rude, mais bien menée et notre ami vient à son tour de battre celui qui l'avait battu en 1910 : M. Lacour. Belle revanche !

Le congé de Blanc expirait avant-hier — ce congé que l'administration de l'enseignement lui avait si parcimonieusement imparti avant le premier tour de scrutin et lui avait plus généreusement prolongé quand le succès avait paru certain, après le 26 avril.

Notre camarade allait-il reprendre sa classe, puisque, après tout, il ne doit être, comme les nouveaux élus, réellement député qu'à compter du 1er juin ?

— Non ! — Oui ! Les commentaires allaient leur train. Et les paris, gaiement, s'engageaient à Alfortville.

— Il n'a pas le droit de reprendre sa classe, proclamait le directeur de l'école de la rue Victor-Hugo.

Ouais ! Monsieur le directeur. La bonne blague ! Et calmez votre ire !

Elle s'est calmée d'ailleurs. Car monsieur le directeur accueillait presque avec enthousiasme son adjoint, le député Alexandre Blanc, quand il se présenta hier matin à l'école, exact comme à son ordinaire.

Mieux que cet enthousiasme, c'est la bonne et franche joie de ses 40 petits élèves qui a profondément ému notre ami Blanc. Tous, ils sont venus, ces bambins de la dizième année à peine, au devant du grand ami que leur instituteur est pour eux et ils lui ont tendu la main en petits hommes. Et quelques-uns lui avaient apporté des fleurs, des fleurs sans apprêt, des fleurs de leur jardin, qu'ils avaient cueillies au saut du lit et que leur maman avaient assemblées à la hâte.

Et toute la classe du matin, ils ont été sages, sages et si attentifs, pour que leur instituteur ne conserve d'eux qu'un bon souvenir !

Car il va les quitter le 31 mai, par force. Mais vraiment, comme il les eût déçus s'il n'était pas revenu les voir !

Pas de risque ! Il désirait trop lui-même les revoir quelques jours encore. Ah ! il fallait l'entendre, Alexandre Blanc, jeudi après-midi, au punch que les camarades d'Alfortville avaient organisé, pour fêter leur propre victoire et auquel ils l'avaient invité.

— Quand j'ai parlé de reprendre ma classe jusqu'à la fin de mai, disait-il, les uns m'ont taxé de pose ; d'autres, plus indulgents en apparence, de coquetterie. Allons donc ! Je reviens puisqu'on ne peut m'en empêcher, revoir *mes enfants*... Voilà tout ! Oui, mes enfants, car je les ai aimés, mes 40 bambins, je les aime encore...

A ce moment, l'assemblée éclata en applaudissements.

Ce qui permit aux assistants de cacher leur propre émotion et à l'orateur lui-même de maîtriser la sienne...

B. MAYÉRAS.

A la Chambre des Communes

On sait que l'obstruction des conservateurs, s'opposant au vote définitif du Home Rule, a obligé le speaker à lever la séance. C'est après-demain lundi que reprendra le débat. Si les conservateurs persévèrent dans leur tactique de violence, s'ils empêchent la solution légale du problème irlandais, ils assumeront une terrible responsabilité, non seulement devant l'Angleterre, mais devant tout le monde civilisé.

C'est avec une sorte de désespoir que les peuples verront refuser à l'Irlande, si longtemps opprimée, la réforme demandée par elle depuis des générations. Et ce sera aussi une grande tristesse pour les nations libres ou aspirant à la liberté de constater que la plénitude de la liberté politique et la longue pratique du régime parlementaire n'ont pas suffi à préserver l'Angleterre des horreurs de la guerre civile.

Car c'est bien la guerre civile qui serait la conséquence presque inévitable de la violente obstination conservatrice. Non seulement les protestants de l'Ulster seraient encouragés par le déchaînement de leurs amis de Westminster à la résistance armée : mais la masse du peuple irlandais serait excitée elle aussi à employer la violence, puisque la force brutale apparaîtrait comme l'unique recours et l'arbitre suprême du conflit.

La responsabilité des conservateurs serait d'autant plus lourde que personne en Europe n'ignore les efforts sincères de conciliation faits par M. Asquith. Si les forcenés qui vont, par fureur de parti, allumer la guerre civile veulent connaître le sentiment de témoins désintéressés, ils n'ont qu'à lire l'article du *Journal des Débats* sur la crise anglaise. Notre journal modéré n'est pas suspect de complaisance pour le radicalisme anglais, dont il déplore la politique fiscale et sociale. Mais il rappelle que l'offre conciliante de M. Asquith, excluant l'Ulster pour six années du nouveau régime et donnant aussi à la nation anglaise le moyen de se prononcer deux fois aux élections générales, a été reçue avec mépris par les conservateurs. Il constate que si M. Asquith ne formule pas dès maintenant le texte des amendements qu'il proposera après le bill, on en connaît suffisamment le sens général et la substance, et que l'obstruction ne peut être qu'une funeste manœuvre de parti.

Quand en France les plus modérés tiennent ce langage et portent ce jugement, les conservateurs anglais peuvent se dire qu'ils n'auront pas avec eux la conscience de l'Europe. S'exposeront-ils à faire couler le sang ?

JEAN JAURÈS.

LE SOCIALISME aux champs

par
COMPÈRE-MOREL

Quand, il y a quelques dizaines d'années, nous commencions à répandre les idées socialistes dans les campagnes, les défenseurs et profiteurs du régime capitaliste nous raillaient de belle façon ! A les entendre, nous perdions notre temps, notre encre et notre salive, et nous avions beau faire et beau dire, jamais nous ne réussirions à ébranler l'industrialisme outrancier, l'égoïsme féroce du paysan

Aussi, avaient-ils fait la part du feu en nous abandonnant les grandes cités ouvrières, où vivent, souffrent et meurent les masses populaires prolétarisées, comptant sur les phalanges sacrées du monde paysan pour arrêter les progrès du socialisme tout à la fois expropriateur et libérateur.

Et il fallait entendre les hommes de plume et les politiciens hâbleurs et sans scrupules à la solde des possédants et des gouvernants nous donner les raisons de l'impuissance falote de notre propagande à la campagne !

« Comment voulez-vous que les ruraux vous écoutent et vous comprennent, nous disaient-ils ! Est-ce que les salariés de la culture ne vivent pas en famille avec leurs employeurs ? Ne participent-ils pas aux mêmes travaux, aux mêmes peines, au même labeur ? Ne s'associent-ils pas à la même table, ne couchent-ils pas sous le même toit, menant la même existence, éprouvant les mêmes peines, participant aux mêmes joies ? Et y a-t-il lutte de classe, opposition de situation et intérêts contradictoires dans ces milieux champêtres et virgiliens ?

« Quant aux fermiers et aux métayers, leur situation n'est-elle point florissante ? La terre ne leur rapporte-t-elle pas largement, ici, de quoi payer la location, là, après avoir donné la moitié de la récolte au propriétaire, de quoi se nourrir, s'entretenir, nourrir et entretenir les leurs ?

« Et les petits propriétaires ne sont-ils pas heureux en exploitant eux-mêmes leurs biens, extrayant d'un sol qui leur appartient une somme de produits dont la vente rémunératrice permet d'agrandir le domaine, d'améliorer l'outillage et d'augmenter le cheptel ?

« Que voulez-vous que ces braves gens désirent, demandent et cherchent à obtenir de plus ?

« Et quels seront les paysans assez naïfs, assez insensés et assez oublieux de leur propre avenir, pour oser se lancer derrière des hommes dont le seul et unique souci est de substituer la propriété collective, commune, impersonnelle, à la propriété individuelle, capitaliste ou non ? »

Car nos adversaires ont toujours prétendu — comme ils osent encore le prétendre aujourd'hui — que le socialisme veut et désire rendre propriété sociale l'ensemble des centaines de mille de petits et moyens biens-fonds mis en rapport et cultivés par leurs propres propriétaires !

Nous sommes allés parler aux « remueurs de terre », à tous ces braves gens aux mains calleuses, aux rudes visages hâlés par le vent et brûlés par le soleil. Nous nous sommes adressés aux domestiques et aux hommes de journée des fermes capitalistes ; nous nous sommes entretenus avec les centaines de mille de petits fermiers, propriétaires et métayers, touchant par la brochure et par le tract ceux que nous n'avons pu joindre directement dans la salle du débit de leur village, et non seulement nous avons reçu bon accueil de leur part, mais nous les avons rapidement amenés à nous.

Et là où nos contingents de socialistes paysans sont les plus forts, les plus imposants, c'est justement dans les centres où l'on nous avait prédit les pires désillusions et les plus cruelles déceptions.

Ce n'est pas dans les pays de grande culture, où les fermes capitalistes occupent dix, quinze, vingt, quarante, cinquante et plus d'ouvreirs et d'employés que nous avons le plus de groupes constitués et obtenu le plus de suffrages aux dernières élections, non ! c'est dans les pays de fermage, de métayage et de petite et moyenne propriété.

Ces paysans ne sont pas des prolétarisés. Fermiers, métayers ou petits propriétaires, ils possèdent un petit pécule, ils ont de la terre, leurs étables sont garnies d'animaux, des outils aratoires aussi nombreux que variés s'alignent sous leurs hangars, et s'ils viennent au Parti socialiste, ce n'est pas à la légère, c'est après mûres réflexions, parce qu'ils ont parfaitement bien compris le but qu'il poursuivait et apprécié les moyens dont il entendait se servir pour l'atteindre.

Ils viennent à nous, parce qu'ils savent que le socialisme, loin de vouloir les dépouiller et leur arracher des mains, contre leur volonté, par la force d'une loi brutale et spoliatrice, les biens dont ils sont encore les détenteurs ; loin de vouloir leur prendre cette terre qu'ils arrosent de leur sueur et fécondent de leur travail, afin de la leur remettre sous une forme différente — pour laquelle ils ne sont, techniquement, nullement préparés — entend, tout au contraire, leur en assurer la propriété définitive, complète, en la débarrassant de toutes les charges, plus iniques, plus injustes, plus arbitraires les unes que les autres, qui pèsent si lourdement sur elles.

Et nos adversaires peuvent en faire leur deuil, les populations laborieuses campagnardes leur échapperont chaque jour davantage, comme leur échappent,

Où les hommes défaillent, on emploie des enfants

DES CHAUFFEURS DE QUINZE ANS à BORD DES REMORQUEURS

Comment on impose le surmenage

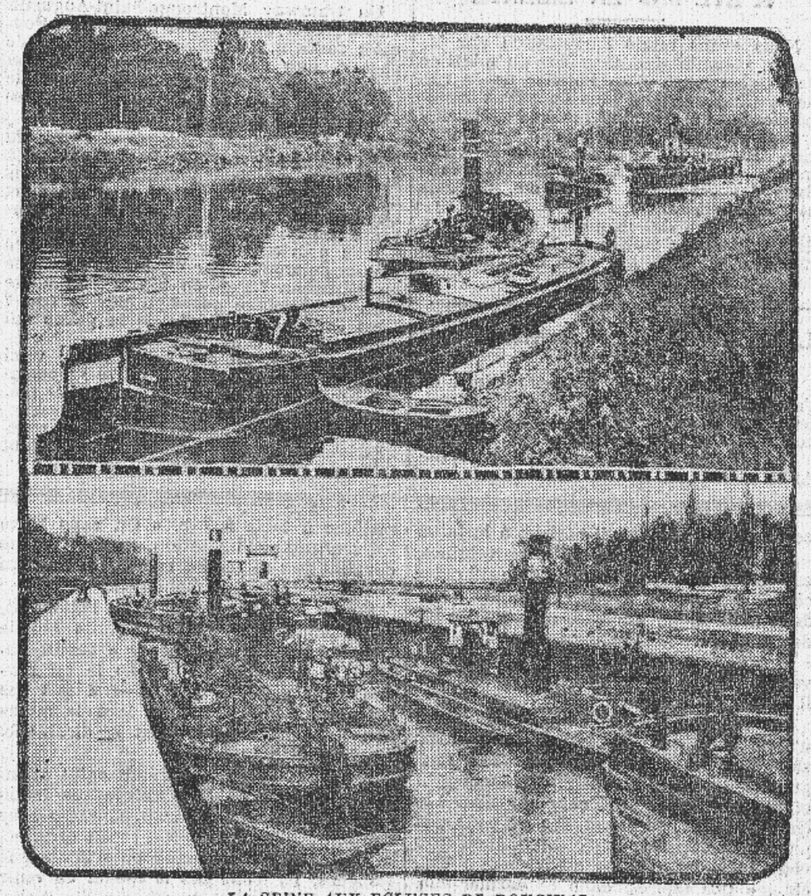
En décrivant le travail exténuant des chauffeurs à bord des remorqueurs fluviaux, nous avons signalé qu'il était parfois exécuté par des enfants. C'est en été, alors que le séjour en la chaufferie s'accompagne de véritables souffrances, que l'on y rencontre le plus grand nombre d'adolescents : tous les hommes qui peuvent fuir, louer leurs bras pour les travaux des champs ou de la bâtisse, abandonnent la cellule flottante où la chaleur et le bruit assomment les ouvriers. On les remplace comme on peut, et si les remplaçants ont quinze ans, tant pis pour les remplaçants !

Des enfants dans les chaufferies

Il est des services de Normandie dénommés « Rapides », où le trajet de Rouen-Paris *et retour* est exécuté *sans arrêt* par les remorqueurs attelés aux péniches. C'est un travail ininterrompu qui dure, suivant le temps, l'état du fleuve et le poids du chargement, de quatre à cinq jours et autant de nuits. Les hommes ne se dévêtent pas ce temps durant. En hiver, d'ailleurs, faute de couvertures, les équipages doivent souvent dormir tout habillés. Il y a des enfants, chauffeurs et soutiers, à bord de ces remorqueurs « rapides ». Ils travaillent nuit et jour, comme les autres. Les conducteurs des ponts et chaussées, les éclusiers-chefs le savent bien. Ils n'ont pas qualité pour empêcher ce crime contre l'enfance, contre le pays.

L'inspection du travail n'est pas qualifiée davantage pour intervenir. C'est le service des mines qui a le pouvoir de faire appliquer la loi. Mais le service des mines se borne à la visite des machines à vapeur. Et les enfants, comme les hommes, sont abandonnés au bon plaisir des employeurs. Faut-il disserter sur les conséquences particulièrement néfastes d'un surmenage aussi cruel sur de jeunes organismes ? C'est inutile : tout le monde en est convaincu.

Il n'est pas que des petits chauffeurs et soutiers à bord des remorqueurs. Il y a aussi des *mousses*, qui aident les mariniers dans le nettoyage du pont, tiennent le gouvernail dans les passages faciles et, la nuit, sont fréquemment débarqués avec ordre de courir aux écluses pour annoncer l'arrivée prochaine du train et lui épargner toute attente. En guenilles, couchés sous des bâches, souvent rudoyés, ils désapprennent peu à peu ce que leur a enseigné l'école : ce sont des illettrés ou de presque illettrés qui arrivent à la caserne.



LA SEINE AUX ECLUSES DE BOUGIVAL

L'habile division

Pour stimuler le zèle du personnel, pour le contraindre, au détriment de sa santé, de sa dignité, à une surproduction excessive, pour obtenir de lui la renonciation à toute vie de famille, à toute liberté, les Compagnies ont imaginé un mode de rétribution calculé de façon telle que si les ouvriers ne travaillent seize ou dix-huit heures par jour, ils ne reçoivent pas de quoi vivre et faire vivre les leurs, demeurés à terre : un salaire fixe dérisoire, complété par des primes sur le travail fourni. Pour mériter ces primes qui — affirment les employeurs — ne sont pas *dues*, mais attribuées gracieusement, les hommes des remorqueurs suppriment tout repos et toute prudence ; chaque équipage devient un rival pour l'équipage voisin — et cette division ouvrière est, aux yeux des patrons, un avantage supplémentaire — les vapeurs se donnent la course : pour *trémater* — dépasser — un convoi, les chaudières sont surchargées, les soupapes de sûreté sont calées, les menaces d'explosion ne font reculer personne ; on démarre à minuit pour rattraper, dépasser le concurrent qui a *trématé* lui-même le matin ; on s'épuise pour arriver à l'écluse, où l'encombrement des convois oblige souvent aux longues stagnations, aux attentes interminables, coupées par des manœuvres d'approche. Et l'on repart en forçant la vapeur. C'est aux écluses que les capitaines de remorqueurs trouvent parfois des dépêches de leurs agences qui leur enjoignent de « presser » la marche et d'avancer l'arrivée au port. C'est alors que l'on supprime le repos nocturne : comment refuser puisque les primes, c'est-à-dire le salaire, le pain de la femme et des enfants sont subordonnées à l'obéissance du personnel ? Il n'est pas un des chauffeurs et mécaniciens que nous avons interrogés à bord qui ne souhaite le remplacement, au moins partiel, des primes incertaines par un salaire normal et stable.

Il ne faut plus d'exclus

Il faut que ces ouvriers rentrent dans le droit commun. Il est inadmissible, intolérable que des hommes, des enfants, soient contraints d'exécuter durant seize, dix-huit heures par jour un travail particulièrement épuisant ; inadmissible et intolérable qu'ils soient privés du repos hebdomadaire dont jouissent tous les travailleurs d'industrie, qu'ils soient logés plus incommodément que des bêtes.

Il faut obtenir la limitation de la journée de travail en cette industrie par une réglementation du mouvement des convois, livré actuellement à l'anarchie totale. Il faut appliquer le repos hebdomadaire à des travailleurs qui peinent dur toute la semaine. Il faut interdire le travail des enfants dans les chaufferies. Il faut imposer l'hygiène à bord. Et aussi des mesures de sécurité dont on s'étonne d'avoir à réclamer encore l'application, telles l'adjonction de portes de secours aux chaufferies, l'adoption de dispositifs empêchant de « caler » la soupape des chaudières, la mise en place de canots de sauvetage munis d'avirons.

Les travailleurs des remorqueurs ne doivent plus être tenus « hors la loi », si grande que soit la puissance financière des Compagnies qui les occupent.

L.-M. BONNEFF.

Les Élections municipales complémentaires

Le préfet de la Seine a pris un arrêté convoquant pour le 7 juin prochain les électeurs des quartiers du Père-Lachaise, et de Saint-Ambroise, à l'effet de pourvoir au remplacement du citoyen Landrin et de M. Gelez, tous deux décédés.

Notre ami Cachin, élu député de la 3e circonscription du 18e arrondissement, a donné immédiatement sa démission de conseiller municipal de la Goutte-d'Or et l'élection pour le remplacer aura également lieu le 7 juin.

Rappelons que la 20e section a choisi depuis plusieurs semaines le citoyen Loyau pour porter le drapeau du Parti.

La 11e section et la 18e section ont respectivement désigné les citoyens Lerch et Louis Sellier dont les candidatures doivent être soumises à la ratification de la Fédération de la Seine lundi prochain.

DIDIER, HOMME DU PEUPLE
Par Maurice BONNEFF
En vente à la Librairie du Parti, à l' « Humanité », 142, rue Montmartre. L'exemplaire, 3 fr.

Source gallicalabs.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France